

LES ÉTATS-UNIS ET LEUR ARMÉE DE TYPE ENTREPRISE



Roger TEBIB

Professeur des Universités - Sociologie - Reims

QUAND ON PARLE D'UNE « MONDIALISATION ARMÉE » dirigée par les États-Unis on oublie que, depuis ses origines, le peuple américain a mené une politique de solidarité internationale.

Les actions de secours d'urgence et d'assistance aux populations vulnérables, en détresse, sinistrées, victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés ont connu dans ce pays une croissance quasi-exponentielle.

Il est bien évident pourtant que – si les États-Unis, comme toutes les grandes puissances, sont toujours intervenus dans les conflits – la situation a beaucoup changé après la fin de la guerre froide avec le développement militaro-industriel de celui que l'on a appelé « le gendarme du monde ».

Un État à vocation caritative

Au dix-neuvième siècle, on a assisté à un formidable élan vers un système caritatif. Des femmes de la bourgeoisie bostonienne aux quakers ou aux sociétés anti-esclavagistes, les engagements étaient innombrables. Les conséquences en furent si notablement importantes qu'elles firent écrire à Tocqueville : « Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse dans la charité. Non seulement ils ont pour cela des sociétés auxquelles tous prennent part, mais ils en ont encore de mille autres espèces : de fort générales et de très particulières, d'immenses et de fort petites¹. »

Ces associations participeront puissamment, entre autres, à la mise en œuvre, dès 1812, par le gouvernement fédéral, d'une opération de secours de vaste ampleur par voie maritime aux habitants de Caracas, victimes d'un tremblement de terre survenu en pleine guerre d'indépendance du Venezuela contre l'Espagne.

Ce mouvement de solidarité s'est toujours développé et n'a pas été sans influence dans le monde entier. Mais le développement de l'économisme, surtout aux États-Unis, a eu de graves conséquences sur cette attitude généreuse.

L'outil militaire

Les frontières des États-Unis ne sont plus limitées aux côtes Est et Ouest du continent américain. Elles sont actuellement partout dans le monde, avec des frontières économiques situées à l'intérieur des frontières des autres pays.

L'intérêt national des Américains est situé à l'intérieur de l'espace géographique des autres États.

La nature de la défense américaine n'est donc plus purement militaire. L'objectif politique s'est transformé et les militaires exercent une nouvelle fonction, celle de la promotion stratégique de leurs intérêts économiques. Beaucoup d'entre eux sont embauchés dans les industries de l'armement. Ils tissent des liens avec les armées ou les milices des autres pays, forment des cadres locaux et vendent le matériel produit aux États-Unis.

En tant que promoteurs de l'industrie de l'armement américain, ils cherchent un succès total.

Les forces armées des États-Unis deviennent ainsi partie intégrante du système politique. On assiste à un retour de l'histoire : comme dans l'Empire romain, le pouvoir civil et la force militaire s'unissent et se confondent. C'est le propre de tout empire et c'est ce que les Américains veulent développer, après la chute de l'U.R.S.S.

Les ennemis de la politique des États-Unis sont aussi les ennemis de ses militaires, car l'étranger n'est pas une légion visant le territoire national, c'est l'industrie de cet État qui livre aux Américains une autre sorte de guerre, appelée compétition économique. Cette notion est suffisamment vague pour permettre aux U.S.A.

toutes les interventions militaires sans l'avis de l'ONU ou des autres organisations internationales.

Comme il n'y a plus actuellement de colonies à occuper, les États-Unis s'intéressent économiquement et militairement surtout à l'Amérique latine, au Sud-Est asiatique et au Japon. Ils regardent moins la Russie, dont l'économie est en crise, et dans laquelle des interventions de Clinton n'ont eu des résultats que sur des trafics financiers et des affaires de corruption.

Le développement des entreprises militaires

1. À noter qu'en 1999, ayant observé que le budget de la défense des quinze dernières années avait diminué, Bill Clinton plaida pour une augmentation majeure du budget militaire, alors que pour la période 1985-1999 il dépassait de façon fort substantielle celui de n'importe quel pays. Mais le Congrès accepta cette initiative avec enthousiasme.

Les dépenses pour la défense plaisent fort à bon nombre de grandes entreprises américaines. Ainsi, pendant l'année fiscale 1998, quelque 70 milliards de dollars avaient été répartis entre d'importants fournisseurs du Pentagone. Des sociétés comme Lockheed Martin (12,3 milliards de dollars) et Boeing (10,9 milliards de dollars) venaient évidemment en tête ; mais d'autres sociétés étaient également rétribuées, comme General Electric (1,2 milliard), C.B.S. (567 millions), M.C.I. (235 millions), Procter et Gamble (217 millions).

2. Beaucoup de fournisseurs du Pentagone essaient de convertir les contrats nationaux en commandes internationales, c'est-à-dire que des systèmes d'armes (conçus avec l'argent du Pentagone pour soutenir la recherche et le développement) sont très activement proposés aux gouvernements étrangers. Les États-Unis deviennent ainsi les plus grands fournisseurs mondiaux d'armes, tout en dépensant les sommes les plus importantes pour leur propre armée.

Le département d'État ou le département de la Défense aident des entreprises comme Lockheed Martin ou Northrop Grumman à organiser des salons internationaux de l'armement dans plusieurs pays.

De plus, quand un État reçoit des milliards de dollars en « aide militaire », ces sommes vont en fait aux compagnies américaines fabriquant des avions, des chars ou des bombes pour un bénéficiaire étranger. Ainsi, les contribuables américains subventionnent des pays comme Israël, l'Égypte ou la Colombie

pour fournir un soutien fantastique à l'industrie de l'armement installée aux U.S.A.

3. Le gouvernement américain estime que l'importance de l'industrie de l'armement aide à l'emploi de dizaines de milliers de travailleurs et, lors de discussions au Congrès, on a dit qu'il fallait créer et préserver aussi des emplois pour les anciens militaires. En même temps, dans les pays étrangers, les populations civiles doivent supporter les conséquences de cette militarisation. Quant aux trafiquants, ils sont toujours à l'affût des commandes d'armes. Ainsi, les armes portatives fabriquées aux États-Unis ont rendu possibles beaucoup de conflits en Asie et en Afrique. De plus, les importantes ventes à la Turquie et à l'Indonésie ont encouragé les efforts de ces gouvernements pour opprimer et tuer les Kurdes, les populations du Timor oriental et d'autres ethnies.

À noter qu'une législation restreignant les ventes d'armes aux pays qui ne respectent pas les droits de la personne existe bel et bien aux États-Unis, mais les administrations successives des présidents et des Congrès n'ont pas réellement fait preuve de volonté pour la mettre en vigueur.

Face à l'Europe

Le gouvernement américain estime que ses alliés sont libérés de la menace soviétique dont seuls les U.S.A pouvaient les protéger. La compétition doit donc prendre une nouvelle tournure.. Michael Kantor, conseiller de Clinton pour le commerce, a ainsi déclaré : « L'époque de la guerre froide est révolue. Notre sécurité militaire et notre sécurité économique ne peuvent être séparées² ».

C'est ainsi que les États-Unis utilisent largement la participation des groupes européens aux programmes de production américains mais leur interdisent la vente de ce matériel à des pays tiers, au motif qu'il s'agit d'États non démocratiques, alors que les groupes américains déversent leurs fabrications d'armes à des gouvernements dictatoriaux. On est en présence de ce que Jean-Marc Siroen appelle « l'unilatéralisme américain dans le domaine militaire³ ».

Les U.S.A. insistent sur le fait que c'est sur le plan économique-militaire que se déploient désormais les relations entre les États. On a dit, à ce sujet : « Le capital nécessaire aux investissements industriels, apporté ou rassemblé par l'État, remplace la puissance de feu ; et la pénétration des marchés soutenue par l'État se substitue aux bases militaires en terrain étranger⁴ ».

Le militaire et l'élargissement de la « démocratie de marché »

1. Selon beaucoup d'hommes politiques et de spécialistes, seuls les pays qui refusent les bienfaits de cette mondialisation sont bellicistes, ce qui permet aux États-Unis de multiplier les interventions militaires.

Un journaliste du *New York Times*, un des organes les plus importants, a écrit : « Vous ne trouverez pas deux pays qui ont chacun des Mac Donald's et qui se soient fait la guerre. » (Thomas FRIEDMAN, en juillet 2000).

Cette thèse, qui remonte à Smith et Ricardo, les fondateurs du capitalisme libre-échangiste, pousse les forces armées américaines situées partout sur le globe à organiser des opérations militaires sans aucun mandat de l'ONU et malgré le désaveu de beaucoup d'États démocratiques.

Tout en empêchant l'émergence de rivaux du même rang (« peer competitors »), les U.S.A. hiérarchisent leurs objectifs stratégiques et tactiques.

En juillet 2000, une commission sur les intérêts nationaux américains a publié un rapport sur la protection des marchés financiers américains et le droit à l'intervention militaire pour la sécurité des pays choisis ainsi que la protection des réseaux d'énergie (pétrole)⁵.

2. Les États-Unis essaient aussi de « transatlantiser » les industries d'armement, ce qui conduit à un agrandissement des espaces de forces de l'OTAN. L'administration américaine a donc fait adopter par le sommet de l'OTAN à Washington une *Initiative sur les capacités de défense* (Defense Capabilities Initiative, DCI).

Mais les dirigeants des grands groupes industriels européens sont obsédés par la crainte d'être progressivement marginalisés et de devenir sous-traitants des industries américaines de l'armement, et cela malgré les importants crédits accordé par le Pentagone.

La stratégie adoptée par les groupes des différents pays européens n'est pas la même pour tous. Elle dépend de plusieurs facteurs, parmi lesquels on peut retenir :

- le volume des crédits reçus de leur gouvernement ;
- l'importance de l'assise politique dont ils bénéficient dans leur pays ;
- la nature des liens que leur groupe et leur gouvernement ont développés avec les U.S.A.

On comprend que les entreprises britanniques soient depuis longtemps les plus résolument engagées dans cette coopération transatlantique.

À l'inverse, les industriels français sont plus réticents et cherchent à travailler surtout avec d'autres groupes européens, bien que certaines entreprises soient déjà plus ou moins liées aux États-Unis, entre autres Alcatel, actionnaire de Thomson, CSF et Matra-Lagardère⁶.

Le résultat est que les pays alliés de l'OTAN ne bénéficient pas dans ce domaine du même degré de confiance. Le Pentagone a publié une liste qui distinguait :

un groupe de pays proches (Canada, Norvège, Australie, Pays-Bas et Royaume-Uni) ;

un groupe de pays intermédiaires, parmi lesquels la France et l'Allemagne ;

un groupe de pays peu fiables.

Cette liste est importante parce qu'elle conditionne la possibilité pour les firmes des pays alliés de participer aux programmes lancés aux U.S.A., d'exporter ou non les matériels qu'ils auront produits...

« **Tout empire périra** »

Ce jugement correspond à la réalité depuis des siècles, en partant de celui d'Alexandre et de l'imperium romain jusqu'à nos jours. La force militaire ne leur a jamais permis de survivre.

La « marchandisation » de la planète n'est rien moins que le développement de conglomérats politico-militaires.

La situation actuelle indique que la sécurité de l'humanité va bien au-delà des questions de défense. « Elle doit intégrer les dimensions environnementales, alimentaires, sanitaires mais aussi la sécurité de l'emploi, ou plus simplement le droit au travail dont sont également privés des centaines de millions d'individus⁷ ».

Il ne faut pas oublier qu'une opinion politique nationale se développe depuis des décennies aux États-Unis comme dans beaucoup de pays libéraux : militants associatifs, syndicalistes, défenseurs des droits de l'homme, écologistes, groupes de femmes, groupes de croyants, mouvements alternatifs...

Comme l'a montré la fin de la guerre du Vietnam, le peuple américain peut revenir à une démocratie internationale en regardant, d'une part, son passé riche de

valeurs humaines et, d'autre part, un avenir de coopération sur toute la planète au cours du vingt et unième siècle.

Notes

1. TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, tome II, réédition, Flammarion, 1981
2. Cf. F. CHESNAIS, *Les pièges de la finance mondiale. Diagnostics et remèdes*, Syros, 2000
3. Cf. exposé : *L'unilatéralisme des États-Unis dans le cadre des négociations commerciales internationales*, 2000
4. E.N. LUTTWACK, *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, 1999
5. *The Commission on America's national interests*, in : *National Defense University Press*, Washington, 2000
6. Cf. C. SERFATI, *Les industries européennes d'armement : de la coopération à l'intégration ?* La Documentation française, 2000
7. C. SERFATI, *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Textuel, 2001

